

Unité territoriale de la Haute-Loire  
26, avenue des Belges  
43000 LE PUY EN VELAY  
Tél. 04.71.06.62.30 – Fax. 04.71.09.14.25  
courriel : haute-loire.dreal-auvergne@developpement-durable.gouv.fr

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

**Société AEP GROUP à Saint-Pal-de-Mons**

Rapport de l'inspection des installations classées  
au Conseil Départemental de l'Environnement  
et des Risques Sanitaires et Technologiques

Objet : installations classées pour la protection de l'environnement.  
Demande d'autorisation pour exploiter une unité de production et d'impression de films plastiques et de sacherie à Saint-Pal-de-Mons

Réf. : transmission de monsieur le préfet de la Haute-Loire, bureau du contrôle de légalité et des affaires juridiques du 4 mars 2011

Par transmission susvisée, monsieur le préfet de la Haute Loire nous a communiqué les avis exprimés sur la demande présentée par la société AEP GROUP, pour obtenir l'autorisation d'exploiter une unité de production et d'impression de films plastiques et de sacherie sur le territoire de la commune de Saint-Pal-de-Mons, zone industrielle de Campine.

**I – Présentation de la société**

**1 – Informations générales**

Raison sociale	: AEP GROUP
Adresse du site	: ZI de Campine 43 620 Saint-Pal-de-Mons
Adresse du siège	: ZA Les Pins 43620 Saint-Pal-de-Mons
N° SIRET	: 404 680 985 00011
Président	: M. Christian GUERIN
Directeur général	: M. Hubert QUINCELET
Responsable QSE	: M. Hervé VEYSSEYRE
Téléphone	: 04 71 66 69 83
Télécopie	: 04 71 75 69 84
Nombre de salariés du site	: 62

.../...

## 2 – Objet de la demande et description sommaire

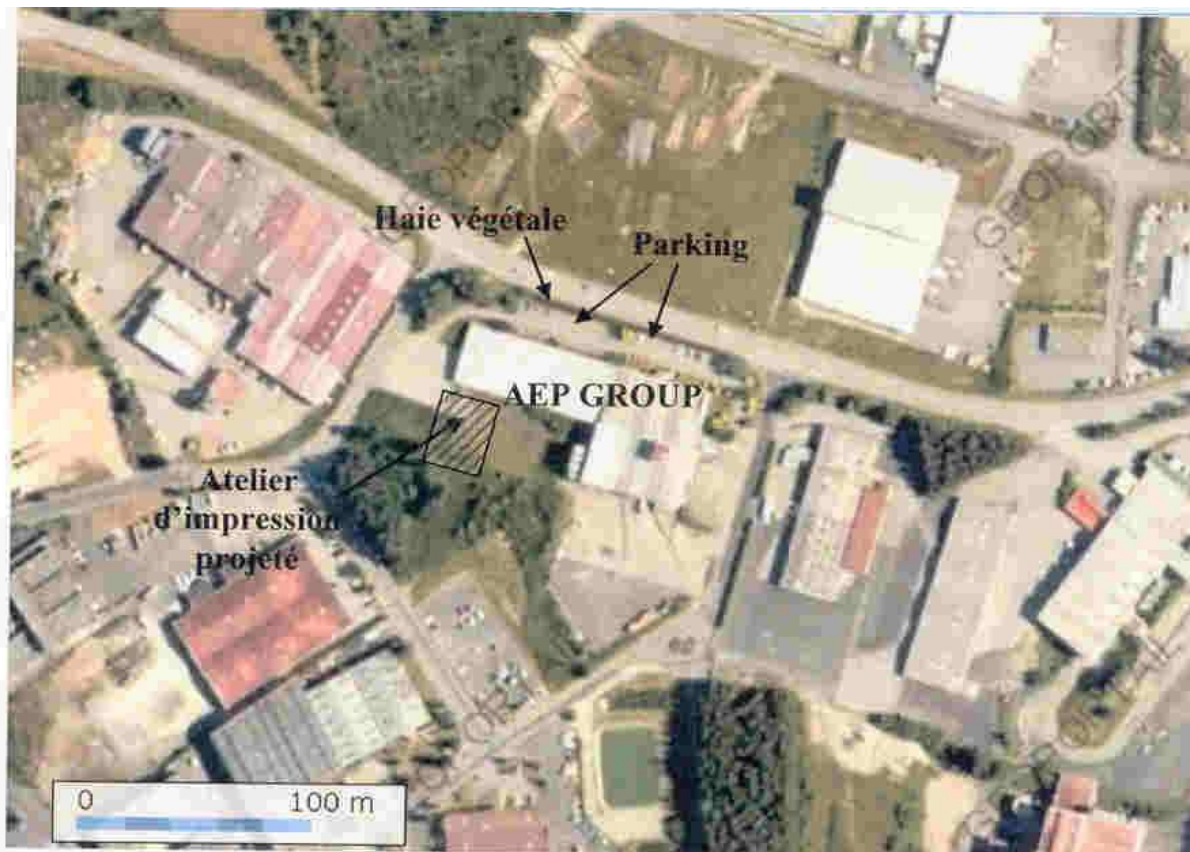
La société AEP GROUP est issue de la fusion, réalisée en 2008, de la société Auvergne Emballages Plastique avec les entreprises ADS Emballage et Dragon Moulier. Cette société est spécialisée dans la transformation de polyéthylène par extrusion, impression par flexographie et sacherie (façonnage de sacs). Les produits fabriqués sont destinés essentiellement au secteur agroalimentaire.

Des activités d'extrusion et de sacherie se sont développées sur l'usine de la ZI de Campine depuis 2006, avec pour exploitant la société ADS Emballages, qui a bénéficié de l'autorisation accordée par l'arrêté préfectoral n° D2-B1/2002-152 du 4 juin 2002 à la société STEP CORNILLON, qu'elle a reprise en décembre 2006.

Les bâtiments de l'usine actuelle couvrent une superficie de 3 835 m<sup>2</sup> sur un terrain de 21 740 m<sup>2</sup>.

L'exploitant souhaite réaliser un atelier d'impression par flexographie permettant de rapatrier les machines d'impression utilisées sur son site actuel de Sainte-Sigolène (ex établissement DRAGON MOULIER). Avec ce projet, la surface des bâtiments sera portée à 5 735 m<sup>2</sup>.

Le voisinage immédiat du projet se compose d'établissements industriels et de la route départementale n°44.



Les capacités techniques existantes et projetées du site sont :

- 13 extrudeuses permettant actuellement d'extruder jusqu'à 9 000 tonnes de polyéthylène par an. L'autorisation est demandée pour une capacité de 60 t/j ;
- 4 imprimeuses permettant d'imprimer 7 000 tonnes de films par an ;
- 9 machines produisant jusqu'à 4 000 tonnes de sacs plastiques par an. L'autorisation est demandée pour une capacité de 18 t/j.

.../...

### 3 - Classement des installations et situation administrative

Après extension, les activités exercées relèveront des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

DESIGNATION	RUBRIQUE	QUANTITE	REGIME (1)
Impression par flexographie	2450-2-a	Encres et solvants de dilution : 800 kg/j	A (seuil mini : 200 kg/j)
Transformation de polymères par extrusion	2661-1-a	60 t/j	A (seuil mini : 10t/j)
Stockage de polymères	2662-2	2 000 m <sup>3</sup>	E (seuil maxi : 40 000 m <sup>3</sup> )
Stockage de liquides inflammables	1432-2-b	Encres : 20 m <sup>3</sup> Solvants : 25 m <sup>3</sup> (cuves enterrées) Capacité équivalente : 25 m <sup>3</sup>	D (seuil maxi : 100 m <sup>3</sup> )
Découpage de polymères par procédé mécanique	2661-2-b	18 t/j	D (seuil maxi : 20 t/j)
Stockage de produits finis ou semi-finis en polymères (bobines vierges et imprimées)	2663-2-c	1 220 m <sup>3</sup>	D (seuil maxi : 10 000 m <sup>3</sup> )
Stockage de gaz inflammables liquéfiés : bouteilles de propane	1412-2	130 kg	NC (seuil mini : 6t)
Installation de mélange à froid de liquides inflammables : préparation des encres	1433-A	800 kg	NC (seuil mini : 5t)
Installations d'emploi de liquides inflammables : groupes d'impression, machine à laver et distillateur	1433-B	880 kg	NC (seuil mini : 1 t)
Stockage de mandrins en carton, cartons d'emballages	1530	565 m <sup>3</sup>	NC (seuil mini : 1000 m <sup>3</sup> )
Stockage de palettes bois	1532	150 m <sup>3</sup>	NC (seuil mini : 1 000 m <sup>3</sup> )
Installation de combustion	2910-A	Installations de chauffage gaz : 80 kW	NC (seuil mini : 2 MW)
Procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles: récupérateur de solvants	2915-2	Point éclair : 230°C température d'utilisation < 100 °C quantité de fluide présente < 250 l	NC (seuil mini : 250 l)
Atelier de charge d'accumulateurs	2925	Puissance maximale : 25 kW	NC (seuil mini : 50 kW)

(1) A : Autorisation D : Déclaration E : Enregistrement NC : Non Classable (seuil de classement non atteint)

## II – Instruction de la demande

Conformément aux articles R122-13, R512-14, R512-20 et R512-21 du code de l'environnement, la demande a été soumise à l'avis de l'autorité environnementale, à une enquête publique, à la consultation des conseils municipaux, des services administratifs concernés et du C.H.S.C.T. de l'entreprise.

### 1) Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale indique que le territoire d'implantation du projet ne présente pas d'enjeu majeur car il s'agit d'une importante zone d'activités existante située en bordure de la route départementale n°44 entre Sainte-Sigolène et Saint-Pal-de-Mons et relativement éloignée des habitations et des zones protégées ou à intérêt floristique ou faunistique.

Les principaux enjeux environnementaux liés au projet sont :

- les conditions de traitement des émissions de Composés Organiques Volatils (COV) issues de l'activité d'impression ;
- les risques d'incendie compte tenu de la manipulation de liquides inflammables et du stockage de matières combustibles ;
- les conditions de stockage des produits liquides pour la protection des eaux superficielles.

L'étude d'impact a été réalisée sur la base d'un état initial correspondant à un site aménagé en zone d'activités. Dans ce cadre, l'avis considère que le projet prend bien en compte les principaux enjeux environnementaux du site.

.../...

## 2) Enquête publique

Prescrite par arrêté préfectoral du 10 décembre 2010, elle s'est déroulée durant un mois du 3 janvier 2011 au 5 février 2011 inclus. Au cours de cette enquête, une seule observation d'ordre général portant sur la proximité des habitations et des usines a été consignée sur le registre d'enquête .

En conclusion, le commissaire-enquêteur en considérant notamment que l'activité se situe dans une zone industrielle prévue à cet effet et que l'exploitant a prévu dans son dossier les aménagements nécessaires à la protection de l'environnement, émet un avis favorable à la demande sans réserve particulière.

## 3) Avis des conseils municipaux

Le conseil municipal de Sainte-Sigolène, régulièrement consulté, n'a pas émis d'avis sur ce dossier. Le conseil municipal de Saint Pal de Mons s'est prononcé favorablement à l'unanimité.

## 4) Avis des services administratifs

4.1 - Par lettre du 15 décembre 2010, le chef du service interministériel de défense et de protection civile de la préfecture de la Haute-Loire émet un avis favorable à la demande présentée.

4.2 - Par lettre du 21 décembre 2010, le responsable de l'unité territoriale de Haute Loire de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, fait part d'observations concernant les conditions de travail des salariés.

4.3 - Par lettre du 5 janvier 2011, l'ingénieur terroir et délimitation de l'institut national de l'origine et de la qualité informe qu'il n'a aucune objection à formuler à l'encontre du projet.

4.4 - Par lettre du 7 janvier 2011, le délégué territorial de la Haute-Loire de l'agence régionale de santé d'Auvergne émet un avis favorable mais souhaite que les émissions diffuses de COV soient prises en compte dans l'étude d'impact sanitaire.

4.5 - Par lettre du 19 janvier 2011, le directeur départemental des services d'incendie et de secours souhaite la prise en compte des observations suivantes :

- mettre en place une porte REI 60 avec fermeture asservie à une détection incendie à l'entrée du local des encres ;
- fermer par un mur REI 120 l'ouverture entre les locaux de l'exploitant et une partie des bureaux du rez de chaussée utilisée par la société GES exerçant une activité de négoce de produits issus de la plasturgie ;
- remettre en état de fonctionnement le système de désenfumage dans le bâtiment existant ;
- stocker les solvants uniquement dans le local prévu à cet usage ;
- marquer au sol l'emplacement des zones de stockages extérieures ;
- éloigner les bennes à déchets, les palettes ou les divers autres matériaux à 10 mètres au moins des façades des bâtiments ;
- apposer au sol, à l'intérieur des bâtiments, des marquages permettant de repérer les zones affectées aux stockages, à la production ou aux circulations ;
- laisser accessible en permanence les organes de sécurité (RIA extincteurs) ;
- former les salariés aux contraintes imposées par la sécurité incendie ;
- mettre en place un système de rétention capable de prendre en charge le volume des eaux d'extinction ainsi que les volumes annexes notamment ceux liés aux intempéries.

Par ailleurs, ce service estime les besoins en eau pour l'extinction d'un incendie à 1 840 m<sup>3</sup> au lieu des 660 m<sup>3</sup> figurant dans l'étude de dangers.

4.6 - Par lettre du 14 février 2011, le directeur départemental des territoires demande que des conventions de raccordement aux réseaux d'eaux usées et pluviales soient signées avec la mairie de Saint-Pal-de-Mons, et que la plantation d'essences locales soient mise en place sur les surfaces non aménagées.

## 5) Avis du C.H.S.C.T. de l'entreprise

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail a été consulté lors d'une réunion du 23 juin 2011 et n'a pas émis de remarques particulières.

.../...

### **III – Mémoire en réponse de l'exploitant**

La société AEP GROUP, à qui les avis des services ayant émis des remarques ont été communiqués par lettre en date du 14 mars 2011, a fourni un mémoire en réponse le 3 mai 2011, qui peut se résumer ainsi :

#### **1. Conditions de travail des salariés**

– Des réponses ont été apportées aux remarques émises par l'unité territoriale de Haute Loire de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, qui ne concernent pas des mesures liées à des prescriptions environnementales mais portent sur l'application du code du travail.

#### **2. Collecte et rejets des eaux sanitaires et pluviales**

Des projets de convention de raccordement au réseau d'eaux usées et au réseau d'eaux pluviales sont en cours de signature avec la mairie de Saint-Pal-de-Mons. En partie Est du site, le réseau communal est encore de type unitaire. Dans le cas d'un projet de séparation des réseaux d'eaux usées et pluviales dans cette zone, l'exploitant réalisera les travaux de raccordement nécessaires.

#### **3. Espaces verts**

L'extension sera réalisée en conservant les espaces verts et plantations d'essences locales déjà existants.

#### **4. Sécurité contre l'incendie**

En réponse aux remarques du directeur départemental des services d'incendie et de secours, l'exploitant fait état d'aménagements réalisés ou prévus :

- les portes du local encres et du local de lavage sont REI 60 à fermeture manuelle ;
- l'ouverture séparant les locaux d'AEP GROUP et de GES sera muré prochainement ;
- la conformité du système de désenfumage est en cours de réalisation ;
- le marquage au sol des zones affectées aux parkings et aux stockages intérieurs est réalisé, celui délimitant les zones déchets et de stockage extérieur des granules est en cours de réalisation.

L'exploitant fait part de la difficulté de modifier les aires extérieures afin de respecter la contrainte de retenir les eaux d'extinction d'incendie et des volumes annexes, mais qu'il a mis en place des mesures de sécurité et rétention (aire de dépotage étanche) et que le réseau de RIA a été refait.

#### **5. Rejet atmosphériques**

En réponse à la demande du délégué territorial de la Haute-Loire de l'agence régionale de santé d'Auvergne, l'étude d'impact sanitaire a été révisée en prenant en compte les émissions diffuses de COV. Cette étude conclut à un risque sanitaire négligeable pour les populations voisines du site.

### **IV – Analyse de l'inspection**

A partir du dossier de demande (étude d'impact et étude des dangers), des réponses apportées par l'exploitant aux remarques émises par les services et de la réglementation applicable aux installations classées soumises à autorisation, les principaux enjeux environnementaux liés au projet peuvent être analysés de la façon suivante :

#### **Impact paysager**

L'atelier d'impression, de même couleur bleu pastel que le bâtiment existant, s'intégrera facilement à la zone industrielle. La plupart des arbres seront conservés sur le terrain dans un souci environnemental et d'amélioration de l'impact visuel.

#### **Utilisation et rejets d'eaux**

Dans cette usine, l'eau est utilisée essentiellement pour les besoins sanitaires du personnel et ponctuellement pour les appoints des circuits fermés de refroidissements à eau utilisés pour la régulation thermique des machines.

Les eaux usées sanitaires et les eaux pluviales sont dirigés vers les réseaux séparatifs de la commune sauf en partie Est où le réseau communal est encore unitaire.

L'entreprise ne génère de rejets d'eaux industrielles.

.../...

### **Rejets atmosphériques**

Le principal problème posé par cette entreprise en matière de protection de l'environnement est le risque de rejet à l'atmosphère d'une quantité importante de composés organiques volatils (COV), due à l'utilisation de solvants de dilution, de solvants de nettoyage et d'encres à base de solvants.

L'utilisation d'encres en phase aqueuse ne permettant pas pour l'instant d'obtenir la qualité d'impression exigée par la clientèle, l'industriel a opté pour l'utilisation d'un oxydateur thermique afin de respecter les valeurs limites fixées par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. C'est l'impossibilité d'installer ce matériel sur le site de Sainte-Sigolène qui a motivé le transfert de l'impression sur le site de Campine à Saint-Pal-de-Mons.

Une analyse annuelle des rejets atmosphériques est prévue afin de vérifier l'efficacité de cet équipement.

### **Traitement des déchets**

Les solvants sales sont recyclés en interne par distillation et réutilisés dans le process de fabrication. Les autres déchets du site sont prévus d'être éliminés selon des filières adaptées dans le cadre de contrats passés avec différents prestataires.

### **Emissions de bruits**

Les plus proches habitations sont situées à 300 mètres à l'est du site et le projet n'est pas situé en bordure de zones à émergence réglementée. Les émissions sonores des installations existantes de la société AEP GROUP sont inférieures à celles des installations voisines et de la route départementale.

Le projet d'atelier d'impression en bardage métallique avec isolation phonique amortira de façon efficace les émissions sonores des machines d'impression. L'oxydateur thermique sera placé sur la face Est au cœur de l'établissement et l'impact sonore de cet équipement en limite de propriété devrait être négligeable.

### **Risques accidentels**

Pour prévenir le risque de pollution accidentelle, le stockage des solvants est prévu dans des cuves enterrées à double enveloppe avec détection de fuite, celui des encres est prévu dans un local spécifique formant rétention. L'aire de dépotage des solvants étanche est prévue avec une bordure de rétention associée à une vanne à fermer lors des livraisons.

L'étude de dangers ne montre aucun risque inacceptable pour l'établissement et les sites voisins. A partir d'une modélisation de différents scénarios d'incendie, cette étude a conduit à l'organisation du stockage des granules de polyéthylène en sacs en trois îlots séparés d'au moins dix mètres, de sorte qu'un incendie de ces stockages ne puisse pas se propager aux bâtiments de l'usine, ni aux propriétés voisines et que tout effet domino entre eux soit empêché.

La société GES a quitté récemment les locaux qu'elle occupait et l'exploitant n'envisage plus l'installation de société extérieure sur son site. Le mur coupe-feu séparant les locaux de ces deux sociétés n'a plus lieu d'être réalisé.

En cas d'incendie sur le site, les besoins en eaux sont assurés par la présence de poteaux incendie situés à proximité du site et d'un bassin d'eau d'un volume de 3 500 m<sup>3</sup> situé sur une parcelle voisine au sud-est du site.

### **V – Propositions**

Compte tenu de l'analyse ci-dessus, nous proposons aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable sur cette demande d'autorisation, sous réserve du respect des prescriptions contenues dans le projet d'arrêté ci-joint.

.../...

Ces prescriptions reprennent celles de l'arrêté intégré du 2 février 1998 relatif aux émissions des installations classées soumises à autorisation, une partie de celles de l'arrêté d'autorisation du 11 juin 1998 modifié et sont complétées en tenant compte des différents points évoqués ci-dessus et en particulier :

- à l'article 3.2.2 : les valeurs limites pour les rejets de COV ;
- à l'article 7.2.2 : les dispositions constructives pour la prévention du risque incendie ;
- à l'article 7.4.3 : les conditions de stockage des produits liquides ;
- à l'article 7.5.3 : les moyens de secours contre l'incendie ;
- à l'article 9.2.1 : la surveillance des rejets de COV.

L'inspecteur des installations classées

Vu et transmis

LE PUY EN VELAY, le 6 octobre 2011

P/le directeur

Le responsable de l'unité territoriale de la Haute-Loire